

# *Résumé de conférence*

# Chokepoint Authoritarianism: State Control of Digital Infrastructure and Its Impact on Democratic Discourse: The Case of Indonesia

*Cette conférence a été présentée le 17 novembre 2025 par Irene Poetranto au YCAR (York Center for Asian Research). Irene Poetranto a obtenu son doctorat en science politique à l'Université de Toronto. Sa thèse portait sur la manière dont les gouvernements d'Asie du Sud-Est façonnent, réglementent et contrôlent les flux d'informations en ligne.*



**AUTEURE**

Margot Saène

Candidate à la Maîtrise en Études Internationales à l'Université de Montréal.



Affiche de la conférence

Lors de sa commercialisation dans les années 1990, Internet est d'abord présenté comme une forme de libération technologique, octroyant davantage de liberté d'expression aux citoyens du monde entier. En réalité, de nombreux gouvernements ont rapidement financé et développé des moyens de contrôle, afin de filtrer l'accès à Internet. L'exemple le plus connu est le Grand Pare-feu de Chine (Great Firewall), acheminant toutes les flux Internet allant et sortant de la Chine à un département gouvernemental. C'est ce que Irene Poetranto qualifie de chokepoint, ou « goulot d'étranglement » en français. D'autres exemples sont donnés, tel que l'Arabie Saoudite, qui a retardé le partage d'Internet à ses citoyens afin de développer un système de régulation des sites.

En Indonésie, Internet a d'abord été développé et diffusé par les universités et les Internet Cafés, sans ingérence gouvernementale. À ses débuts, peu de personnes y avait accès. Par conséquent, Internet n'était pas considéré comme une menace par le gouvernement, contrairement aux médias traditionnels. Cependant, l'accès à Internet s'est rapidement étendu grâce à la prolifération de nombreux fournisseurs privés. En parallèle, sur le plan politique, les fondamentalistes islamiques et le parti PKS gagnent en influence.

Par conséquent, les valeurs conservatrices ont pris davantage d'ampleur dans l'agenda politique et ont mené à une régulation de plus en plus stricte d'internet et de son contenu. En effet, de nombreuses lois ont été adoptées, sous prétexte d'interdire tout contenu pornographique et mettre fin aux sites de pari en ligne. Cependant, aucun mécanisme clair n'est mis en place et les lois sont largement critiquées pour leur manque de précision et leur contenu vague.

Ainsi, en 2014, le gouvernement promulgue un décret ministériel sur l'interdiction et le blocage de certains contenus. Cela engendre de nombreuses protestations car toute décision relative à la liberté d'expression doit normalement être débattu au Parlement, sous forme de projet de loi et non de décret ministériel. Un an plus tard, le gouvernement indonésien présente le projet DNS National, qui forcerait les différents FAI (fournisseur d'accès à Internet) à utiliser le système DNS (système de nom de domaine) du gouvernement. Cela signifie notamment que toute connexion à Internet est directement redirigée vers le "catalogue" de sites approuvés par le gouvernement. Le système se met ainsi à jour automatiquement à l'échelle du pays. Or, le choix des sites bloqués se fait à la discrétion complète du gouvernement, aucune justification n'est nécessaire à l'égard des citoyens. En 2023, le DNS National est inauguré

Lors de sa recherche, Irene Poetranto a pu examiner une liste de quelques sites internet interdits par le gouvernement indonésien. Y figure notamment, le Daily Mail, le site du Center for Women Leadership au Royaume-Uni, mais surtout de nombreux sites en lien avec la région de la Papouasie, qui lutte pour son indépendance depuis 1963. L'analyse de ce cas de figure permet d'expliquer une deuxième tactique du gouvernement indonésien pour réguler l'information : le contrôle des câbles sous-marins. En effet, tous les câbles en direction de la Papouasie passent par l'Indonésie, créant une nouvelle forme de chokepoint. Ainsi, il n'est pas rare que la Papouasie se retrouve tout à coup déconnectée de l'Internet, notamment lors d'interventions militaires de la part du gouvernement indonésien. Cela bloque ainsi toute information, images ou vidéos, d'être transmise, au moment des faits, en dehors de la région. La conférencière nous rappelle qu'il est très difficile de retracer la cause d'une déconnexion des câbles sous-marins. Ainsi, les explications les plus souvent fournies par le gouvernement s'apparentent à une "attaque de requins", un "tremblement de terre" ou encore un "accrochage avec un navire".